

**Revue Congolaise des Sciences & Technologies**

ISSN: 2959-202X (Online); 2960-2629 (Print)

<https://www.csnrdc.net/>**OPEN ACCESS****REVUE
CONGOLAISE
DES SCIENCES
ET TECHNOLOGIES****Rôle de l'agriculture dans le développement socio-économique du territoire d'Idiofa :
Enjeux, dynamiques et perspectives.****[The role of agriculture in the socioeconomic development of the Idiofa region: Challenges, dynamics, and prospects]****Kalala Eyay Kennedy^{1,2*}, Mpelo Kanizingidi Stevens³, Mboma Kwenge Roger³, Mbalanda Lawunda Willy^{1,2}, & Kaba Kaba Mika Alphi^{1,2}**¹Centre de Recherche pour l'Enseignement de la Mathématique, Kinshasa, République Démocratique du Congo²Département des sociologies, Sciences Sociales Politiques et Administratives, Université de Kinshasa, Kinshasa, République Démocratique du Congo³Conseil Scientifique National, Ministère de la Recherche Scientifique et Innovation Technologique, Kinshasa, République Démocratique du Congo**Résumé**

Dans cet article, nous nous proposons d'analyser l'agriculture traditionnelle et ses effets sur le développement socioéconomique de la République Démocratique du Congo, plus précisément, de la région d'Idiofa. Il montre que l'effort agricole dans la région d'Idiofa, qui s'articule autour d'une polyculture vivrière, ne répond pas, même à minima, à l'alimentation de base pour la survie des populations rurales. L'étude, qui, à la fois, repose sur des enquêtes de terrain, des interviews et de la documentation, ainsi que sur une approche mixte dans un cadre séquentiel explicatif, a mis en lumière, le plus souvent, le paysage de la déficience institutionnelle et de la politique agricole : absence de mesures de soutien agricole, difficulté d'accès aux marchés de consommation, absence de mesures incitatives. Ces résultats révèlent qu'il y a un besoin de changer la gouvernance locale, mais aussi de changer le cadre institutionnel agricole en le dotant d'une paysannerie organisée. Cela vise à atteindre un développement positif. Cela s'aligne sur les objectifs de développement durable tout en offrant des voies claires de progrès en matière de développement territorial pour le secteur agricole.

Mots-clés : agriculture traditionnelle, développement socio-économique, Idiofa, pratiques rurales, politiques agricoles.

Abstract

This research determines the effect of traditional farming on the socio-economic progress of the Idiofa region in the Democratic Republic of Congo. It showcases the hardships of local farming—primarily the lack of organized subsistence agriculture on a small scale—and how it badly attempts to fulfill the basic needs of the rural families. The study uses a mixed approach with field surveys, interviews, and document analysis, suggesting significant structural obstacles, including insufficient agricultural policy frameworks, limited farming and rural development infrastructure, and low levels of institutional engagement and guidance. The findings highlight the critical need to improve local governance and the formation of strong farmer cooperatives to instigate effective transformational development. This study further supports the objectives of the Sustainable Development Goals and proposes concrete strategies for modernizing agriculture in a place-based approach while aligning with the goals of Sustainable Development.

Keywords: traditional agriculture, socio-economic development, Idiofa, rural practices, agricultural policy.

*Auteur correspondant: Kalala Eyay Kennedy, (kenkalala@gmail.com). Tél. : (+243) 810376351

 <https://orcid.org/0009-0005-1543-4367>; Reçu le 20/06/2025; Révisé le 07/07/2025 ; Accepté le 31/07/2025

DOI: <https://doi.org/10.59228/rcst.025.v4.i3.176>

Copyright: ©2025 Kalala et al. This is an open-access article distributed under the terms of the Creative Commons Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International License (CC-BY-NC-SA 4.0), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original author and source are credited.

1. Introduction

Le secteur agricole reste l'une des activités leaders dans l'économie de la République Démocratique du Congo (RDC), en particulier dans les zones rurales où il reste l'unique source de revenu de la population. Dans le territoire d'Idiofa, de la province du Kwilu, l'agriculture est fondamentale pour l'existence des ménages, l'organisation des échanges dans la communauté, ainsi que pour la transmission des connaissances locales. Par ailleurs, il est nécessaire de constater que l'agriculture en tant que secteur d'Idiofa est très importante pour cette économie locale, cependant, c'est un secteur souffrant de très faible productivité, d'anciennes méthodes de culture, et d'abandon dans les politiques d'Idiofa de l'agriculture sur les programmes de développement. Ces éléments déterminants font d'une agriculture traditionnelle une source de profonds questionnements sur l'aptitude que ce type d'agriculture classique à assurer dans l'avenir un renouveau face aux demandes sans cesse croissantes des populations et à amorcer un développement de type raisonnable et soutenu de l'économie et de la société

Idiofa a tout ce dont elle a besoin pour soutenir l'agriculture : des terres fertiles, un climat favorable, des pluies régulières, et une population principalement engagée dans l'agriculture. La réalité agricole, cependant, tourne autour de défis tels que l'isolement des zones de production, un accès limité aux fournitures agricoles modernes, l'absence de supervision technique efficace, la rareté des installations de transformation, et le manque de politiques agricoles adaptées au contexte local. Le développement d'un système agricole orienté vers le marché qui puisse réduire durablement la pauvreté est entravé par ces facteurs.

Paradoxalement, la RDC, une nation orientée vers l'agriculture, dépend des importations pour la plupart de ses produits alimentaires. Cette dépendance expose les profondes faiblesses dans la gouvernance agricole et, en fait, le négligement progressif de la production nationale nécessite un grand changement au niveau agricole. Des campagnes pour sensibiliser à la nécessité de consommer des biens produits localement sont souvent lancées, mais il y a un manque total d'investissement soutenu dans la production locale. Cela s'accompagne de pratiques institutionnelles opaques, de taxation informelle, et d'un climat peu engageant pour l'entrepreneuriat agricole. Ces blocages institutionnels étouffent les efforts des producteurs, et

avec eux, tout espoir de modernisation et d'industrialisation agricoles.

Plusieurs auteurs ont essayé d'explorer la relation entre l'agriculture et le développement rural en RDC. Verhaegen (1973), par exemple, parlait déjà dans les années 70 de l'importance d'une réforme intégrale du système foncier dans l'agriculture. Lebailly et ses collaborateurs (2014, 2015) ont montré le manque de coordination et les besoins qui n'étaient pas couverts par les élus dans les politiques agricoles centrées au ministère. Makala (2018) a, quant à lui, étudié les insuffisances dans l'exécution des politiques agricoles. Toutefois, la plupart de ces études n'ont pas pris le soin de localiser leurs analyses, et les autres évoluent à recueillir des preuves au plan national, et restent à la surface des questions qui sont en revanche très locales. Les d'Idiofa, par exemple, en ses ressources et ses dynamiques sociales, sont encore très largement ignorées.

C'est dans cette perspective qu'intervient la présente recherche, qui ambitionne de combler ce vide scientifique en s'appuyant sur une démarche empirique contextualisée. Pour structurer notre interprétation, nous avons mobilisé le cadre d'analyse de l'approche par les moyens d'existence (Sustainable Livelihoods Approach), qui permet d'analyser les atouts (humains, financiers, naturels), les vulnérabilités et les stratégies déployées par les acteurs pour atteindre leurs objectifs. En se fondant sur des enquêtes de terrain, des entretiens qualitatifs et des observations directes, cette étude vise à diagnostiquer les pratiques agricoles traditionnelles dans le territoire d'Idiofa, à en évaluer les impacts socio-économiques, et à identifier les leviers potentiels pour une transformation durable de ce secteur stratégique.

Plus précisément, elle s'attache à :

- Examiner les potentialités agricoles et les modes de production dominants dans le territoire ;
- Identifier les contraintes techniques, institutionnelles et socio-économiques rencontrées par les agriculteurs ;
- Analyser le rôle de l'agriculture dans les dynamiques économiques locales ;
- Évaluer l'efficacité des politiques publiques en matière de soutien au secteur agricole.

Ce travail s'inscrit dans la logique des Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment ceux liés à l'éradication de la pauvreté, la sécurité alimentaire, la croissance économique inclusive et la durabilité environnementale. Il entend ainsi contribuer à une meilleure compréhension des réalités rurales

congolaises et proposer des pistes de réflexion concrètes pour la modernisation territoriale de l'agriculture à Idiofa.

2. Matériel et méthodes

2.1. Milieu d'étude

La présente recherche a été menée dans le territoire d'Idiofa, une entité administrative de la province du Kwilu, en République Démocratique du Congo. Ce territoire se distingue par sa vocation agricole, une population majoritairement rurale, et des conditions agroécologiques favorables. Le climat tropical, les sols fertiles et la diversité des cultures locales constituent des atouts naturels considérables pour le développement agricole. Administrativement, Idiofa est reconnu comme commune rurale, conformément au décret n°15/013 du 22 juillet 2015. Située à environ 665 km à l'est de Kinshasa et à 132 km de Kikwit, la ville la plus proche, la commune est accessible par la Route Nationale n°1 (600 km de route asphaltée) et la Route Nationale n°20 (67 km de piste en terre). L'espace étudié couvre la conurbation des villages Manding, Idiofa-Balabala, Elom Idiofa et Intshung, qui forment la zone urbanisée centrale du territoire.

Tableau 1. Caractéristiques géo-démographiques d'Idiofa

Paramètre	Valeur	Source
Superficie	12 500 km ²	Rapport provincial, 2022
Population estimée	450 000 habitants	INS, 2021
Densité de population	36 hab/km ²	Calcul des auteurs

2.2. Matériel

2.2.1. Matériel de terrain

a) Instruments de collecte de données

La collecte d'informations s'est appuyée sur plusieurs outils adaptés au contexte local :

- Des questionnaires semi-structurés distribués auprès des agriculteurs issus de divers groupements du territoire ;
- Un guide d'entretien conçu pour les responsables agricoles, chefs coutumiers et membres d'organisations locales ;
- Des carnets de terrain pour consigner les observations faites directement dans les exploitations, marchés et routes rurales.

b) Outils logistiques

Le matériel de soutien comprenait :

- Un ordinateur portable et une imprimante mobile pour la gestion des données ;
- Un téléphone intelligent, un enregistreur vocal et des blocs-notes pour les entretiens et observations ;
- Des cartes géographiques pour organiser efficacement le travail de terrain dans les différents groupements cibles.

2.2.2. Réactifs et milieux de culture

Aucun réactif chimique ni dispositif de culture biologique n'a été utilisé dans cette recherche. L'étude, étant de nature socio-économique et qualitative, ne nécessitait pas de protocoles expérimentaux liés aux sciences naturelles. Toutes les données collectées proviennent d'observations directes, d'enquêtes et de témoignages d'acteurs locaux.

2.3. Méthodes

2.3.1. Approche méthodologique

Cette recherche a adopté une approche mixte selon un design séquentiel explicatif. La logique de ce choix repose sur la complémentarité des données : une première phase quantitative a permis de décrire l'ampleur des pratiques et contraintes agricoles sur un échantillon élargi, tandis qu'une seconde phase qualitative a visé à expliquer et approfondir ces résultats à travers le discours des acteurs locaux. Cette séquence (QUAN → qual) était la plus pertinente pour notre contexte rural, où les chiffres seuls ne peuvent rendre compte de la complexité des logiques sociales, culturelles et économiques qui sous-tendent les décisions des agriculteurs. Cette approche combine :

- **Des méthodes quantitatives**, permettant de mesurer la fréquence de certaines pratiques agricoles, les taux d'accès aux intrants, ou encore les indicateurs de vulnérabilité économique.
- **Des méthodes qualitatives**, afin de cerner les perceptions des agriculteurs, les dynamiques locales et les représentations sociales liées à l'agriculture ;

2.3.2. Techniques de collecte de données

Les techniques mobilisées comprennent :

- Une enquête par questionnaire auprès d'un échantillon de convenance de 120 ménages agricoles. Bien que non probabiliste, cet échantillon a été jugé suffisant pour produire des statistiques descriptives robustes sur les tendances du secteur dans la zone d'étude,

compte tenu des fortes contraintes logistiques et de l'absence de base de sondage fiable.

- Des entretiens semi-directifs (n = 32) avec des agriculteurs, responsables de services agricoles et représentants de la société civile locale. Le choix des participants a été guidé par un échantillonnage raisonné, visant à la fois une diversité de profils socio-professionnels (producteurs de différentes cultures, femmes, jeunes, anciens, agents de l'État, membres d'ONG) et la saturation thématique des enjeux identifiés.
- L'observation participante, dans les exploitations agricoles, les marchés ruraux, et les sentiers de transport des produits ;
- L'analyse documentaire, comprenant l'examen de plans de développement, de rapports officiels et d'articles scientifiques portant sur l'agriculture en milieu rural congolais.

Pour assurer la transparence, les guides d'entretien et questionnaires utilisés dans cette étude sont disponibles sur simple demande auprès de l'auteur correspondant.

2.3.3. Analyse des données

Les données ont été traitées selon deux niveaux :

- **Analyse quantitative** avec Microsoft Excel, utilisée pour générer des tableaux croisés, des pourcentages et des graphiques descriptifs ;
- **Analyse qualitative thématique**, réalisée de manière manuelle à partir des retranscriptions d'entretiens. Les thématiques récurrentes ont été codées et ont fait l'objet d'une validation croisée entre les auteurs pour assurer la fiabilité et la cohérence de l'interprétation. Les thèmes ont été comparés entre groupes d'acteurs et croisés avec les résultats d'observation.

Pour renforcer la fiabilité des résultats, une triangulation méthodologique a été appliquée : les informations issues de différentes sources (entretiens, observations, documents) ont été comparées afin de réduire les biais et d'assurer une cohérence interprétative. Les résultats quantitatifs et qualitatifs se sont avérés largement convergents. Par exemple, les données de l'enquête indiquant une très faible adoption des engrais ([tableau II](#)) ont été corroborées et expliquées lors des entretiens par des raisons de coût, d'indisponibilité et de méfiance envers des produits jugés "chimiques".

3. Résultats

3.1. Pratiques agricoles dans le territoire d'Idiofa

L'étude a révélé que l'agriculture dans le territoire d'Idiofa reste principalement familiale, non mécanisée et orientée vers l'autoconsommation. Les exploitations agricoles sont généralement de petite taille (moins de 2 hectares) et gérées par des familles rurales, souvent sans assistance technique. Les principales cultures pratiquées sont le manioc, le maïs, les haricots, le riz, les légumes-feuilles et quelques cultures fruitières.

L'usage d'outils modernes, de semences améliorées ou de fertilisants chimiques est très marginal, tandis que les techniques agricoles reposent sur des savoirs traditionnels, notamment la culture sur brûlis, la rotation culturale naturelle et la polyculture vivrière.

3.2. Analyse statistique

Pour analyser l'agriculture traditionnelle et ses effets sur le développement socioéconomique de la République Démocratique du Congo (RDC), nous mobiliserons la méthode de l'analyse en composantes multiples (ACM).

L'ACM est une technique statistique multivariée particulièrement adaptée à l'étude de données qualitatives issues d'enquêtes ou d'observations de terrain. Elle permet de :

- Réduire la complexité des données en identifiant les dimensions principales qui structurent les réponses ;
- Mettre en évidence les corrélations entre les pratiques agricoles traditionnelles, les profils des acteurs, et les indicateurs de développement local ;
- Visualiser les oppositions ou les proximités entre groupes d'individus ou de territoires selon leurs caractéristiques socioéconomiques

Tableau II. Statistique descriptive

Variable	Obs	Mean	Std.dev.	Min
Type_acteur	13	1.923077	.8623165	1
Secteur_géographique	13	1.769231	.8320503	1
Cause_déboisement	13	1.153846	.3755338	1
Cause_agri_itinérante	13	1.153846	.3755338	1
Cause_feu de brousse	13	1.153846	.3755338	1
Cause_non-respect de la jachère	13	1.153846	.3755338	1
Cause_non-vulgarisation des politiques	13	1.153846	.3755338	1

Ces données présentent les caractéristiques générales de plusieurs variables issues d'un échantillon

de 14 observations. Les variables concernent le type d'acteur, le secteur géographique, ainsi que plusieurs causes perçues liées à des problématiques environnementales ou agricoles.

3.2.1. Type d'acteur

La moyenne est de **1,92**, avec une **variation modérée** (écart-type de 0,86), et des valeurs allant de **1 à 3**. Cela indique que les trois types d'acteurs codés sont bien représentés dans l'échantillon, avec une légère prédominance du type codé "2" ou "3". Cette diversité est importante pour garantir une pluralité de points de vue dans l'analyse.

3.2.2. Secteur géographique

La moyenne est de **1,77**, avec un écart-type de **0,83**, ce qui montre une **répartition relativement équilibrée** entre les trois secteurs géographiques considérés. Aucun secteur ne domine de manière écrasante, ce qui suggère une bonne couverture territoriale.

3.2.3. Causes perçues (déboisement, agriculture itinérante, feu de brousse, non-respect de la jachère, non-vulgarisation des politiques)

Toutes ces variables ont une moyenne identique de 1,15 et un écart-type de 0,37, avec des valeurs allant de **1 à 2**. Cela signifie que la majorité des répondants ont répondu "Oui" (probablement codé comme 2), mais qu'il existe une minorité qui a répondu "Non" (codé comme 1).

Cette homogénéité statistique montre que :

- Les perceptions des causes sont largement partagées parmi les acteurs interrogés.
- Il existe un consensus général sur l'existence de ces causes (déboisement, agriculture itinérante, feu de brousse, etc.).

3.2.4. Tendances observées

- Le secteur de Bulwem regroupe le plus grand nombre d'acteurs (6 sur 14), avec une présence équilibrée de paysans, fonctionnaires et dirigeants d'OP. Cela peut indiquer une activité institutionnelle ou agricole plus dense dans cette zone ;
- Musanga compte 4 acteurs, dont une majorité de paysans, ce qui suggère une orientation plus rurale ou communautaire ;
- Banga est représenté par 3 acteurs, répartis également entre les trois types, ce qui reflète une diversité fonctionnelle malgré une faible densité ; Le fait que chaque type d'acteur soit présent dans plusieurs secteurs montre une

dispersion géographique des rôles institutionnels et agricoles, ce qui peut être interprété comme un maillage territorial équilibré

3.2.5. Variables fortement associées à la Dimension 1

Les variables suivantes présentent des corrélations très élevées (proches de 1) entre elles dans cette dimension :

- Cause du déboisement
- Cause de l'agriculture itinérante
- Cause du non-respect de la jachère
- Type d'acteur

Ces corrélations indiquent que les perceptions des causes environnementales sont fortement liées au profil des acteurs interrogés. Autrement dit, le type d'acteur (paysan, fonctionnaire, dirigeant d'OP) influence fortement la manière dont les causes du déboisement, de l'agriculture itinérante et du non-respect de la jachère sont identifiées. Cela suggère que la Dimension 1 reflète une logique d'engagement ou de proximité avec les réalités agricoles et environnementales : les acteurs de terrain (comme les paysans) sont probablement plus sensibles ou plus affirmatifs sur ces causes que les acteurs institutionnels.

3.2.6. Variables modérément liées

La variable Cause de la non-vulgarisation des politiques agricoles présente une corrélation modérée (0,263) avec le type d'acteur, ce qui montre qu'elle est partiellement intégrée dans cette dimension. Elle semble moins structurante que les causes environnementales, mais elle reste liée à la perception des acteurs.

3.3. Analyse bivariable

Tableau III. Tabulate type acteur secteur géographique

Type_Acteur	Secteur_géographique			Total
	Banga	Bulwem	Musanga	
Dirigéant_ Organisations Paysannes	2	1	1	4
Fonctionnement_Secteur	2	1	1	4
Paysan	2	2	1	5
Total	6	4	3	13

Ce tableau III présente la répartition des types d'acteurs interrogés selon leur secteur géographique

d'origine ou d'activité : Banga, Bulwem, Musanga, et un secteur non spécifié.

Sur les 13 répondants :

- 5 sont des paysans, répartis principalement entre Bulwem (2), Musanga (2) et Banga (1).
- 4 sont des fonctionnaires du secteur public, présents dans chacun des trois secteurs géographiques.
- 4 sont des dirigeants d'organisations paysannes (OP), également répartis entre Banga, Bulwem, Musanga.

Tableau IV. Cause de déboisement

Type_Acteur	Cause_déboisement		Total
	Non	Oui	
Dirigéant_ Organisations Paysannes	0	4	4
Fonctionnement_Secteur	2	2	4
Paysan	0	5	5
Total	2	11	13

Ce **tableau IV** explore comment différents types d'acteurs perçoivent ou reconnaissent l'existence de causes de déboisement dans leur environnement. Parmi les 13 personnes interrogées :

- 11 reconnaissent l'existence de causes de déboisement.
- 2 ne les identifient pas.
- Tous les paysans (5) reconnaissent qu'il y a des causes de déboisement. Cela suggère une sensibilité directe aux effets environnementaux, liée à leur dépendance à la terre.
- Les dirigeants d'organisations paysannes (4) sont également unanimes : tous identifient des causes de déboisement. Cela peut refléter une prise de conscience collective et institutionnelle.
- Les fonctionnaires du secteur public (4) sont plus partagés : 2 reconnaissent les causes de déboisement, 2 ne les identifient pas. Cette divergence peut indiquer une variabilité dans la perception institutionnelle, ou des différences selon les fonctions ou les niveaux d'implication.

Tableau V. Cause d'Agriculture Itinérante

Type_Acteur	Cause_agri_itinérante		Total
	Non	Oui	
Dirigéant_ Organisations Paysannes	0	4	4
Fonctionnement_Secteur	2	2	4
Paysan	0	5	5
Total	2	11	13

Ce **tableau V** montre comment différents types d'acteurs perçoivent l'agriculture itinérante comme une cause d'un phénomène donné (lié à la déforestation, à la dégradation des terres ou à un autre enjeu environnemental ou socio-économique). La majorité des personnes interrogées (11 sur 14) considèrent que l'agriculture itinérante est effectivement une cause. Ce point de vue est particulièrement partagé par les paysans (5 sur 5) et les dirigeants d'organisations paysannes (OP) (4 sur 4), qui sont tous unanimes à ce sujet. Cela suggère que ceux qui sont directement impliqués dans les pratiques agricoles ou dans la représentation des agriculteurs reconnaissent clairement l'impact de l'agriculture itinérante.

En revanche, les fonctionnaires du secteur sont plus divisés : deux pensent que ce n'est pas une cause, tandis que deux autres sont d'accord pour dire que ça l'est. Cette divergence peut refléter des différences de formation, de priorités institutionnelles ou de perception du terrain.

Tableau VI. Cause du feu de la Brousse

Type_Acteur	Cause_Feu_Brousse		Total
	Non	Oui	
Dirigéant_ Organisations Paysannes	1	3	4
Fonctionnement_Secteur	1	3	4
Paysan	0	5	5
Total	2	11	13

Parmi les 13 personnes interrogées, 11 considèrent que le feu de brousse est une cause, ce qui montre une forte reconnaissance de son impact. Les paysans sont unanimes : les 5 interrogés affirment que le feu de brousse est une cause. Cela reflète leur

expérience directe du terrain, où les feux peuvent affecter les cultures, les sols ou la biodiversité. Les dirigeants d'organisations paysannes (OP) et les fonctionnaires du secteur sont également majoritairement d'accord, avec 3 sur 4 dans chaque groupe qui reconnaît le feu de brousse comme une cause. Toutefois, chacun de ces groupes compte une personne qui ne partage pas cet avis, ce qui peut traduire des différences de sensibilisation ou d'interprétation des données.

Tableau VII. Cause de non-respect de jachère

Type_Acteur	Cause_NonRespect_Jachère		
	Non	Oui	Total
Dirigeant_Organisations Paysannes	0	4	4
Fonctionnement_Secteur Paysan	2	2	4
	0	5	5
Total	2	11	13

que le non-respect de la jachère est une cause réelle, ce qui révèle une forte conscience collective de l'impact de cette pratique sur les terres agricoles. Les paysans sont unanimes : tous reconnaissent que le non-respect de la jachère est problématique. Cela reflète leur expérience directe du terrain, où l'exploitation continue des sols sans période de repos entraîne souvent une baisse de fertilité, une érosion et une perte de rendement.

Les dirigeants d'organisations paysannes (OP) partagent cette vision sans exception, ce qui montre une prise de position institutionnelle claire sur la nécessité de respecter les cycles agricoles. Les fonctionnaires du secteur sont plus partagés : deux reconnaissent cette cause, tandis que deux autres ne la considèrent pas comme significative. Cette divergence peut traduire une différence de priorités ou de sensibilisation au sein des institutions, ou une approche plus technique qui relativise l'impact de la jachère par rapport à d'autres facteurs.

Tableau VIII. Cause de Non-Vulgarisation Politique

Type_Acteur	Cause_NonVulgarisation_Politique		Total
	Non	Oui	
Dirigeant_Organisations Paysannes	2	2	4
Fonctionnement_Secteur Paysan	0	4	4
	0	5	5
Total	2	11	13

Ce tableau VIII explore la perception des différents acteurs quant à la non-vulgarisation des politiques agricoles comme une cause de dysfonctionnement ou de mauvaise application sur le terrain. Majorité convaincue : Sur les 13 personnes interrogées, 11 estiment que le manque de vulgarisation des politiques agricoles est une cause réelle de problèmes dans le secteur. Cela traduit une forte reconnaissance du déficit de communication et de sensibilisation autour des politiques publiques. Les paysans sont unanimes : tous les 5 considèrent que la non-vulgarisation est une cause. Cela reflète leur frustration face à l'absence d'informations claires et accessibles sur les politiques qui les concernent directement. Les fonctionnaires du secteur sont également tous d'accord (4 sur 4) pour dire que la non-vulgarisation est une cause. Cela peut indiquer une prise de conscience interne des lacunes dans les mécanismes de diffusion des politiques, ou une reconnaissance des obstacles bureaucratiques. Les dirigeants d'organisations paysannes (OP) sont partagés : 2 disent oui, 2 disent non. Cette division peut refléter des différences dans les niveaux d'accès à l'information ou dans les rôles qu'ils jouent dans la transmission des politiques à leurs membres.

La Dimension 1 est la plus importante dans cette analyse, avec une valeur propre de 3,903, ce qui signifie qu'elle explique une part significative de la variabilité totale des données. Elle regroupe les variables qui sont les plus corrélées entre elles et qui structurent l'opposition ou la proximité entre les individus interrogés.

3.3.1. Variables fortement associées à la Dimension 1

Les variables suivantes présentent des corrélations très élevées (proches de 1) entre elles dans cette dimension :

- Cause du déboisement
- Cause de l'agriculture itinérante
- Cause du non-respect de la jachère
- Type d'acteur

Ces corrélations indiquent que les perceptions des causes environnementales sont fortement liées au profil des acteurs interrogés. Autrement dit, le type d'acteur (paysan, fonctionnaire, dirigeant d'OP) influence fortement la manière dont les causes du déboisement, de l'agriculture itinérante et du non-respect de la jachère sont identifiées. Cela suggère que la Dimension 1 reflète une logique d'engagement ou de proximité avec les réalités agricoles et environnementales : les acteurs de terrain (comme les paysans) sont probablement plus sensibles ou plus affirmatifs sur ces causes que les acteurs institutionnels.

3.3.2 Variables modérément liées

La variable Cause de la non-vulgarisation des politiques agricoles présente une corrélation modérée (0,263) avec le type d'acteur, ce qui montre qu'elle est partiellement intégrée dans cette dimension. Elle semble moins structurante que les causes environnementales, mais elle reste liée à la perception des acteurs.

3.3.3. Variables faiblement ou négativement corrélées

- Secteur géographique a une corrélation très faible (0,061) avec le type d'acteur, ce qui signifie que la localisation n'est pas un facteur déterminant dans la structuration de cette dimension.

- Elle est même négativement corrélée (-0,066) avec la cause de non-vulgarisation des politiques, ce qui pourrait indiquer que certaines zones géographiques sont moins critiques ou moins informées sur les politiques agricoles.

De même, la cause du feu de brousse est faiblement corrélée avec les autres variables, et même négativement liée à la cause de non-vulgarisation. Cela suggère que cette cause est perçue de manière plus indépendante, ou qu'elle est moins politisée dans les discours des répondants.

Les Discrimination Measures permettent de savoir quelles variables contribuent le plus à chaque dimension de l'analyse en composantes multiples (ACM). Plus une variable a une valeur élevée, plus elle est discriminante, c'est-à-dire qu'elle aide à différencier les individus selon cette dimension.

Dimension 1 (explique 55,76 % de la variance)

La première dimension est fortement structurée par trois variables : la cause du déboisement, la cause de l'agriculture itinérante, et la cause du non-respect de la jachère. Chacune de ces variables a une mesure de discrimination très élevée (près de 0,98), ce qui signifie qu'elles sont centrales dans la construction de cet axe. Elles traduisent une forte sensibilité aux enjeux environnementaux. Le type d'acteur contribue aussi de

manière significative à cette dimension (valeur autour de 0,50), ce qui montre que les perceptions des causes environnementales varient selon le profil des personnes interrogées (paysans, agents publics, responsables d'organisations paysannes, etc.). En revanche, la vulgarisation des politiques agricoles est très peu discriminante dans cette dimension (valeur proche de 0,03), ce qui signifie qu'elle n'explique pas les différences entre les individus sur cet axe.

Dimension 2 (explique 29,30 % de la variance)

La deuxième dimension est dominée par la variable liée à la vulgarisation des politiques agricoles, qui a une mesure de discrimination élevée (environ 0,78). Cela signifie que cette dimension distingue les individus selon leur accès à l'information ou leur opinion sur les politiques agricoles. Le type d'acteur reste pertinent ici (valeur autour de 0,54), tout comme la cause du feu de brousse (environ 0,42), ce qui suggère que cette dimension reflète une logique plus institutionnelle ou territoriale. Le secteur géographique joue aussi un rôle modéré. En revanche, les causes environnementales (déboisement, agriculture itinérante, jachère) ne sont pas des tous discriminants dans cette dimension (valeurs proches de zéro), ce qui confirme qu'elles sont spécifiques à la première dimension.

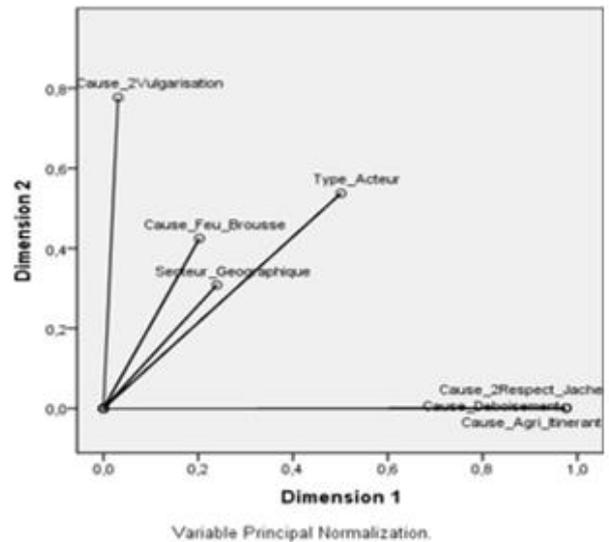


Figure 1. Mesure de discrimination

4. Discussion

Cette étude offre une contribution originale à la compréhension des dynamiques agricoles dans le territoire d'Idiofa, en mettant en évidence les pratiques locales, les contraintes structurelles, et les effets socio-économiques du système agricole traditionnel.

Contrairement à de nombreuses recherches antérieures, souvent centrées sur une analyse macroéconomique ou nationale du secteur agricole en RDC (Verhaegen, 1973 ; Lebailly et al., 2014 ; Makala, 2018), cette étude adopte une approche ancrée territorialement, fondée sur des données empiriques collectées directement auprès des acteurs ruraux.

L'originalité de cette recherche réside dans son ancrage local et dans la valorisation des voix des producteurs agricoles eux-mêmes. Cette approche participative permet de mieux saisir les réalités vécues par les communautés rurales, leurs pratiques résilientes, mais aussi les obstacles concrets auxquels elles se heurtent au quotidien.

4.1. Hiérarchisation des contraintes au développement agricole

Bien que les contraintes soient multiples et interconnectées, nos résultats permettent de les hiérarchiser en fonction de leur impact perçu par les acteurs et mesuré sur le terrain. L'enclavement des zones de production, dû à la dégradation extrême des routes rurales, apparaît comme la contrainte la plus structurante. Elle conditionne toutes les autres : elle limite l'accès aux intrants, empêche l'écoulement des surplus, décourage les investissements et isole les producteurs de l'information et de l'encadrement technique. En second lieu vient la faiblesse institutionnelle, marquée par l'absence d'un encadrement agricole efficace et de politiques de soutien adaptées. Enfin, les contraintes socio-économiques, comme le manque d'accès au crédit, agissent comme un frein direct à l'innovation au niveau de l'exploitation.

4.2. Profils paysans et dynamiques différenciées

L'analyse permet de distinguer au moins deux profils de producteurs aux logiques différentes. D'une part, le producteur de subsistance traditionnel, souvent plus âgé, qui maîtrise des savoirs endogènes (polyculture, gestion de la fertilité naturelle) et privilégie la sécurité alimentaire de son ménage. Sa production est peu orientée vers le marché. D'autre part, émerge le profil du producteur aspirant à la commercialisation, souvent plus jeune et plus conscient des opportunités économiques, mais qui se heurte de plein fouet aux barrières structurelles (manque de formation, d'intrants, de routes et de financement). Cette différenciation est la clé pour cibler les politiques publiques.

4.3. Connexion aux Objectifs de Développement Durable (ODD)

Les résultats obtenus entrent en résonance avec plusieurs Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier :

- ODD 1 : Éradication de la pauvreté – puisque la majorité des ménages agricoles vivent sous le seuil de pauvreté, avec des revenus très faibles issus de leur production ;
- ODD 2 : Faim Zéro – les pratiques agricoles actuelles n'assurent ni la sécurité alimentaire, ni une alimentation diversifiée et suffisante ;
- ODD 8 : Travail décent et croissance économique – le secteur agricole, mal encadré, offre peu d'emplois formels et reste peu attractif pour les jeunes ;
- ODD 12 : Consommation et production responsables – l'absence de mécanismes de transformation et de conservation entraîne d'importantes pertes post-récolte et une sous-valorisation des produits locaux.

Ces constats soulignent l'urgence de repenser les politiques agricoles en RDC, non seulement en termes de production, mais aussi de modèle de développement rural inclusif et durable.

Tableau IX. Synthèse des résultats en lien avec les ODD et pistes d'action

Résultat clé de l'étude	ODD concerné	Recommandation proposée
Pauvreté chronique des ménages (89%)	ODD 1 (Pas de pauvreté)	Structuration en coopératives pour augmenter le pouvoir de négociation et les revenus
Insécurité alimentaire et malnutrition (62%)	ODD 2 (Faim "zéro")	Appui à la diversification des cultures et amélioration des techniques de conservation
Faible productivité et exode des jeunes	ODD 8 (Travail décent)	Formation agricole et création d'emplois ruraux via la transformation locale.
Enclavement et pertes post-récolte	ODD 12 (Prod. Responsable)	Réhabilitation des routes rurales et mise en place d'unités de stockage.

D'un point de vue méthodologique, la validité des résultats repose sur une triangulation rigoureuse des sources : enquêtes de terrain, observations directes et analyse documentaire. L'approche mixte utilisée a permis de croiser les perceptions subjectives des acteurs avec des données quantitatives descriptives. La diversité des profils interrogés – producteurs, chefs coutumiers, agents agricoles, ONG – renforce également la robustesse des résultats et réduit les risques de biais systématiques.

Malgré cela, l'étude présente certaines limites : l'impossibilité de couvrir toutes les zones enclavées du territoire pour des raisons logistiques, ainsi que l'absence de données précises sur les rendements agricoles par culture, faute d'instruments de mesure sur le terrain. De plus, notre analyse quantitative, étant descriptive, n'a pas permis d'établir de corrélations statistiques formelles entre pratiques et revenus ; une approche multivariée (ex : ACP) pourrait, dans une future étude, permettre de construire des typologies d'exploitations plus fines. Toutefois, ces limites ne remettent pas en cause la validité générale des constats, mais invitent à approfondir certaines dimensions lors de recherches futures. L'extrapolation de nos résultats à d'autres territoires ruraux de RDC doit se faire avec précaution. Bien que les défis de l'enclavement et de la faiblesse institutionnelle soient répandus, leur acuité et leurs interactions avec les dynamiques foncières et sociales locales peuvent varier. Toute généralisation nécessiterait une validation contextuelle.

L'analyse a confirmé des éléments attendus, notamment :

- La prédominance de pratiques agricoles rudimentaires ;
- L'enclavement des zones de production ;
- La faiblesse de la structuration du marché agricole local ;
- La dépendance économique des ménages vis-à-vis d'une agriculture de subsistance.

Cependant, des résultats inattendus ont émergé, en particulier :

- La capacité d'adaptation de certains agriculteurs, utilisant des techniques traditionnelles de fertilisation (fumure organique, jachère tournante, sélection des semences locales) ;
- La solidarité communautaire persistante, avec des formes d'entraide collective pour le travail des champs ou le transport des produits ;
- Une prise de conscience accrue chez certains jeunes ruraux sur la nécessité de moderniser

l'agriculture, bien que peu de moyens leur soient offerts pour concrétiser ces aspirations.

En confrontant ces résultats aux travaux antérieurs, on observe une confirmation du diagnostic général posé par [Lebailly et al., \(2014\)](#) sur l'absence d'une politique agricole cohérente en RDC. De même, [Makala \(2018\)](#) dénonce la faiblesse des instruments d'appui aux agriculteurs. Nos conclusions rejoignent également celles d'études menées dans d'autres contextes ruraux enclavés d'Afrique centrale, qui soulignent le rôle central des infrastructures de transport dans le développement agricole. Une divergence notable est peut-être la résilience particulièrement forte des systèmes de polyculture locaux, qui assurent un filet de sécurité alimentaire minimal malgré l'effondrement quasi-total de l'appui externe. [Dubois & Mahieu \(2009\)](#), dans une perspective plus théorique, insistent sur le décalage entre les politiques publiques et les libertés réelles des individus à agir sur leur environnement : une idée clairement illustrée ici par l'abandon des producteurs ruraux à leur propre sort.

Ainsi, cette étude ne se contente pas de dresser un état des lieux. Elle ouvre la voie à des pistes concrètes d'action, telles que :

- La promotion des coopératives paysannes pour renforcer le pouvoir de négociation des producteurs ;
- La réhabilitation des routes rurales pour faciliter l'écoulement des produits ;
- L'accompagnement des agriculteurs par des services de vulgarisation modernisés ;

L'intégration des TIC agricoles pour améliorer l'accès à l'information, aux marchés et aux techniques agricoles innovantes

5. Conclusion

Cette étude s'est donnée pour objectif d'analyser les pratiques agricoles traditionnelles dans le territoire d'Idiofa, en évaluant leur impact sur le développement socio-économique local. En explorant les conditions de production, les contraintes structurelles rencontrées par les agriculteurs et les mécanismes de commercialisation en place. Ce travail a cherché à comprendre pourquoi un secteur aussi central demeure peu performant, malgré son potentiel.

Les résultats obtenus révèlent une agriculture essentiellement familiale, rudimentaire et non mécanisée, pratiquée dans des conditions précaires. Le manque d'infrastructures, l'inexistence de politiques publiques adaptées, l'isolement des zones rurales et la

faiblesse de l'encadrement technique figurent parmi les obstacles majeurs identifiés. En parallèle, la pauvreté, la malnutrition infantile et l'exode rural témoignent des conséquences socio-économiques de cette situation. Les données montrent également une absence de structuration du marché, renforçant la vulnérabilité des producteurs face aux aléas du commerce et aux intermédiaires imposant des prix dérisoires.

L'apport scientifique de cette recherche réside dans sa capacité à donner une visibilité concrète aux réalités rurales d'un territoire souvent négligé dans les politiques nationales et les travaux scientifiques. Elle met en lumière les mécanismes de résilience, les savoirs agricoles endogènes, mais aussi les leviers d'action négligés. En reconnectant les enjeux locaux aux grands objectifs de développement durable, cette étude propose une lecture intégrée et contextualisée du problème agricole à Idiofa.

Plus qu'un simple diagnostic, ce travail ouvre des pistes d'action concrètes. Il plaide pour :

- La structuration des producteurs autour de coopératives paysannes ;
- L'amélioration de l'accessibilité physique aux marchés par la réhabilitation des routes rurales ;
- La revalorisation des connaissances agricoles locales à travers la formation et la vulgarisation participative ;
- L'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales. Plus qu'un simple diagnostic, ce travail ouvre des pistes d'action concrètes et hiérarchisées. Il plaide pour une intervention séquentielle, priorisant :
 - Actions urgentes à fort impact : L'amélioration de l'accessibilité physique aux marchés par la réhabilitation des routes rurales, condition sine qua non de toute autre intervention.
 - Actions structurantes et réalisables localement : La structuration des producteurs autour de coopératives paysannes pour mutualiser les ressources, négocier les prix et faciliter l'accès aux intrants.
 - Actions de renforcement à moyen/long terme : La revalorisation des connaissances agricoles locales à travers la formation et la vulgarisation participative, et l'intégration progressive des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les zones rurales.

Indicateurs de suivi recommandés

Pour évaluer l'efficacité des actions futures dans la modernisation agricole d'Idiofa, nous recommandons le suivi d'indicateurs mesurables tels que :

- Économiques : Augmentation du revenu agricole moyen par ménage ; pourcentage de la production vendue via des structures collectives (coopératives) ; diversification des sources de revenus.
- Techniques : Taux d'adoption de semences améliorées ou de techniques de gestion durable des sols ; réduction des pertes post-récolte (en %).
- Infrastructuraux : Réduction du temps et du coût de transport des produits vers le marché principal ; nombre de structures de stockage fonctionnelles.

Pour les recherches futures, il serait pertinent d'approfondir certains aspects, notamment à travers des études comparatives entre territoires ruraux congolais ou entre différents modèles de coopératives agricoles. L'analyse du rôle des femmes, des jeunes, ou encore de l'impact des innovations numériques en milieu rural pourrait enrichir la compréhension de la transformation agricole à l'échelle locale. Enfin, des études de suivi longitudinales pourraient permettre de mesurer l'évolution des pratiques agricoles et des conditions de vie sur une période prolongée.

Remerciements

Nous tenons à exprimer ma profonde gratitude à l'ensemble des agriculteurs, chefs coutumiers, agents des services agricoles et membres d'organisations locales du territoire d'Idiofa, pour leur disponibilité, leurs témoignages précieux et leur collaboration tout au long de cette recherche. Nous remercions également les assistants de terrain pour leur appui logistique et leur engagement rigoureux dans la collecte des données.

Financement

Cette recherche n'a bénéficié d'aucun financement externe. Elle a été menée sur fonds propres du premier auteur.

Déclaration de conflits d'intérêt

Aucun conflit d'intérêt concernant cette publication.

Considérations d'éthique

Cette étude ne s'est pas inscrite dans un cadre expérimental impliquant des sujets humains soumis à des risques ou à des protocoles médicaux. Néanmoins, nous avons pris l'engagement de respecter l'intégrité des personnes interrogées, en garantissant l'anonymat,

le consentement éclairé et l'usage strictement scientifique des informations recueillies.

Contributions des Auteurs

K.E.K. a conçu l'article et son étude donc rédigé le manuscrit

M.P.S. a paraphrasé la conclusion et les perspectives.

M. K.R. a participé à la structuration et la forme de cette étude et a normalisé cet article selon les exigences de la revue.

M.L.W. a contribué à la vérification des références de cet article.

K.K.M.A. a fait la relecture, la correction du fond ainsi que la validation de la version finale

Tous les auteurs ont lu et approuvé la version finale du manuscrit.

ORCID des auteurs

Kalala .E.K. <https://orcid.org/0009-0005-1543-4367>

Mpelo. K. S.: <https://orcid.org/0009-0007-5446-2728>.

Mboma. K. R.:<https://orcid.org/0009-0001-9250-3443>.

Mbalanda .L.W.<https://orcid.org/0009-0005-6543-0399>.

Kaba K.M.A. <https://orcid.org/0009-0006-2604-1013>.

Références bibliographiques

Bulonza, Z. (2020). *Théories explicatives du sous-développement de la République Démocratique du Congo*. Revue de développement, 1(1), 1–15

Campehouth, L. V., & Quivy, R. (2017). *Manuel de recherche en sciences sociales* (5e éd.). Paris, Dunod.

Dagobert, M. (2015). *Développement social et travail social collectif*. Rennes : Presses de l'EHESP.

Denieuil, P. N. (2005). *Introduction aux théories et à quelques pratiques du développement local et territorial*. Paris : Le Harmattan.

Dubois, J. L., & Mahieu, F. R. (2009). Sen, liberté et pratiques du développement. *Revue Tiers Monde*, 198(2), 245–261. <https://doi.org/10.3917/rtm.198.0245>

Dumez, H. (2012). Les trois risques épistémologiques de la recherche qualitative. *Le Libellio d'ÆGIS*, 8(4), 29–33..

Kalala, K. (1985). *Méthode sociologique*. Kinshasa : Éditions La Bossa.

Lebailly, P., Biloso, M., & M'Vubu, A. R. N. (2014). *Quel développement agricole pour la RDC ?* Kinshasa : Presses Universitaires de Kinshasa.

Lebailly, P., Michel, B., & M'Vubu, A. R. N. (2015). Quel développement agricole pour la RDC ? *Conjonctures congolaises*, 2014, 45–60.

Makala, N. P. (2018). *Politiques publiques et gestion du secteur agricole et rural en République Démocratique du Congo*. Paris : Le Harmattan.

Martin, O. (2009). *L'enquête et ses méthodes : L'analyse de données quantitatives*. Paris : Armand Colin.

Pinto, R., & Grawitz, M. (1971). *Méthodes des sciences sociales*. Paris : Dalloz.

Raffinot, M. (2021). *Économie du développement* (2e éd.). Paris : Dunod.

Raynaud, A. (1967). *Le développement économique*. Paris : Presses Universitaires de France.

Shomba, K. S. (2022). *Méthodologie et épistémologie de la recherche scientifique*. Kinshasa : Presses Universitaires de Kinshasa.

Soumana, B., Sanouna, A., Hassane, M., Toudou, A., & Mahamadou, I. S. (2020). Déterminants de la production dans les exploitations agricoles de la vallée du fleuve dans la commune de Kourtheye au Niger. *Agronomie Africaine*, 32(4), 463–474.

Verhaegen, G. (1973). Le rôle de l'agriculture dans le développement du Congo. *Congo-Afrique*, 47, 1–15.